

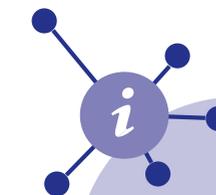


COLOPHON

Editeur responsable: Géraldine Bomal (CGC), avenue de la Couronne 145 à 1050 Ixelles. Ont collaboré à cette édition: Roxane Beurang, Bart D'Hooge, Stefan Debroux, Benoît Dupuis, Fabien Gerard, Aurélie Hertens, Marie-Louise Nivarlet, Marijke Vanderstraeten et Saskia Van Puyvelde. La mise en page et la photographie ont été assurées par les collaborateurs de la Direction de la communication (CGC): Ruben Accou, Jocelyn Balcaen, Christian Berteaux, Caroline Chaidron, Emmanuelle Glibert, Benoît Goesart, Karolien Snyers et Lavinia Wouters. Les traductions ont été assurées par le Desk Translation de la Direction de la communication. Imprimé chez Fedopress. Vous pouvez également consulter la version web sur www.rapportannuel.policefederale.be. Nous remercions celles et ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à la réalisation de ce rapport annuel.

Sommaire

2 ...	Avant-propos
4 ...	Organigramme
6 ...	CHAPITRE # 1 POLICE JUDICIAIRE FÉDÉRALE Sur tous les fronts contre les phénomènes criminels
10 ...	CHAPITRE # 2 POLICE ADMINISTRATIVE Une présence quotidienne sur nos terrains d'action
14 ...	CHAPITRE # 3 SÉCURITÉ ROUTIÈRE Prévenir et agir pour sauver des vies
16 ...	CHAPITRE # 4 APPUI OPÉRATIONNEL Indispensable au fonctionnement policier
24 ...	CHAPITRE # 5 COOPÉRATION POLICIÈRE INTERNATIONALE Un maillon indispensable de la politique de sécurité intégrée
30 ...	CHAPITRE # 6 RESSOURCES En route vers plus d'innovation
36 ...	CHAPITRE # 7 ZOOM Une organisation flexible et transparente



Ce pictogramme vous indique qu'il y a un lien avec l'information policière.





Catherine De Bolle



André Desenfants



Paul Putteman



Claude Fontaine

Nous avons le plaisir de vous présenter le rapport annuel 2017 de la Police Fédérale.

Les conséquences des attentats du 22 mars 2016 sont restées perceptibles en 2017. Nous avons fourni de nombreux efforts pour garantir la sécurité et restaurer le sentiment de sécurité des citoyens. La commission d'enquête parlementaire "attentats terroristes" a clôturé ses travaux en 2017. Nous avons lu et analysé les conclusions et recommandations de son rapport final avec le plus grand soin et la plus grande attention. En tant que Comité de direction, nous sommes convaincus que l'on ne peut pas lésiner sur les moyens en matière de sécurité. La gestion de l'information constitue un élément clé dans la lutte contre les phénomènes criminels; c'est d'ailleurs ce qu'a également mis en exergue le rapport de la commission d'enquête.

L'information est *quasiment* l'instrument de travail le plus important de la police. Elle est à la base des actions policières, et non l'inverse.

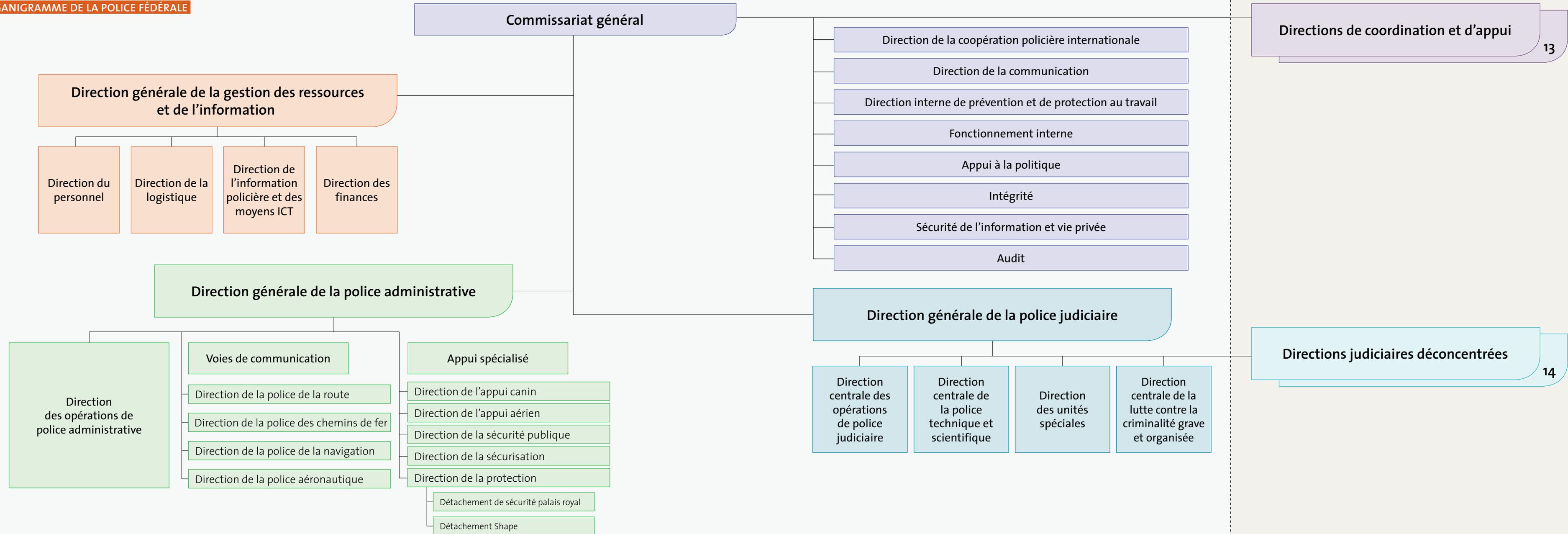
Un certain nombre d'initiatives ont été prises en ce qui concerne le management intégré des informations. Ainsi, nous sommes parvenus à résorber le retard au niveau des signalements nationaux et internationaux. Dans le même temps, nous avons pu améliorer les procédures et les systèmes de signalement. Parmi les autres initiatives prises, citons la mise en place de la *real time intelligence*, le screening de médias sociaux accessibles et non accessibles au public, l'amélioration de la qualité des rapports d'information et la mise en œuvre du réseau national ANPR (*Automatic Numberplate Recognition*).

Des améliorations ont également été apportées dans la suite du processus d'information. Ainsi, le projet *Analyse tactique* est en phase d'exécution, la fonction de police guidée par l'information des unités Terro de la Police Judiciaire Fédérale a été améliorée et des outils ont été développés pour simplifier la recherche d'informations.

La fonction de police guidée par l'information n'est pas uniquement importante dans la lutte contre le terrorisme et le radicalisme violent. L'approche des autres phénomènes criminels nécessite également une gestion optimale de l'information. En 2017, nous avons persévéré dans la réalisation du Plan national de sécurité 2016-2019. En tant que composante de la police intégrée et maillon de la chaîne de sécurité, la Police Fédérale contribue à la sécurité et à la qualité de vie au sein de la société. La collaboration avec nos partenaires de la chaîne de sécurité est essentielle à cet égard, y compris dans le domaine de l'information.

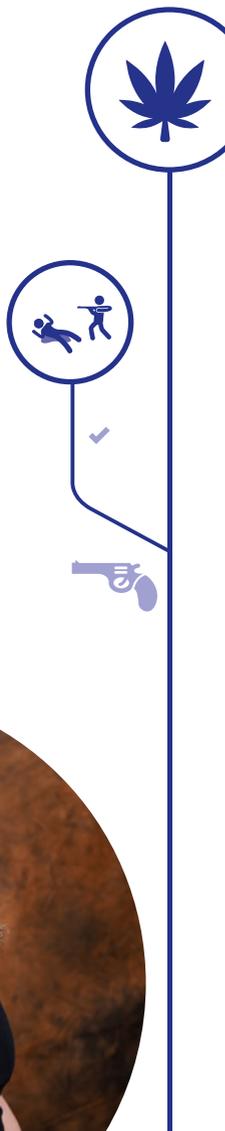
Enfin, *last but not least*, nous avons pu compter également l'année dernière sur un engagement de qualité de la part des membres du personnel, l'outil de travail le plus *important* de la Police Fédérale. Tout cela malgré des difficultés toujours sensibles en termes budgétaires et de déficit de capacité. Nous tenons à remercier tous les membres du personnel de la Police Fédérale qui, chacun à leur manière, contribuent à la sécurité au sein de notre société.

Le Comité de direction de la Police Fédérale



Sur tous les fronts contre les phénomènes criminels

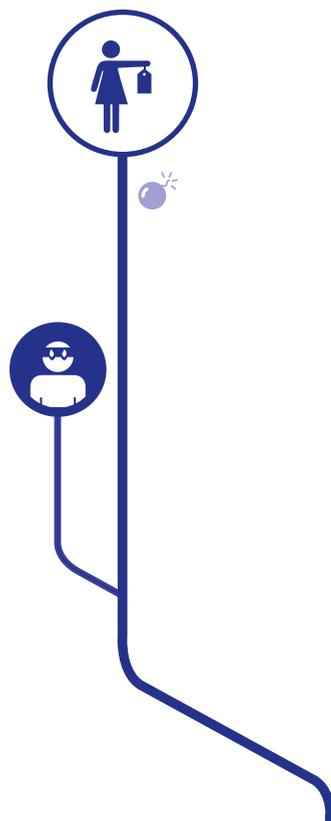
- Avec 9 722 dossiers judiciaires en cours, l'année 2017 a été intensive.
- L'attention sur la menace terroriste est maintenue, avec 15,3 % de la capacité d'enquête investie.
- La plate-forme GES/Itinera offre la possibilité à tous les services d'enquête fédéraux de consulter, presque en temps réel, le statut de leurs dossiers auprès de la Justice.



Arrestations judiciaires

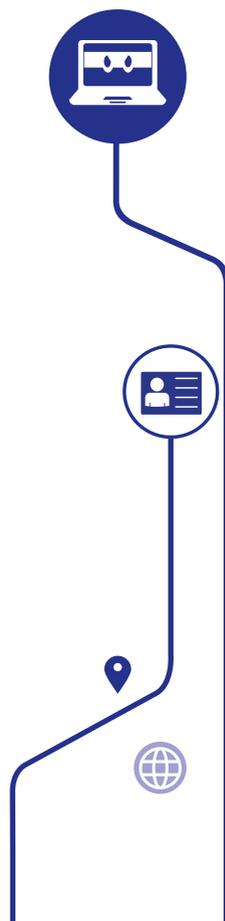
Par 'arrestation', il convient de comprendre ici toute personne identifiée comme suspecte, conformément à la loi Salduz (catégorie IV).

Phénomène	Nombre d'arrestations
Drogues	559
Violence physique (meurtres, violences intra-familiales, ...)	296
Trafic et traite des êtres humains	266
Auteurs itinérants – Vols dans habitations et autres bâtiments	256
Vols à main armée	247
Terrorisme	244
Fraude, blanchiment et corruption	196
Trafic illégal d'armes à feu	115
Documents d'identité – production et trafic	19
Criminalité informatique	14
Autres (escroquerie, vols de véhicules, drogues petits marchés...)	695
TOTAL	2907



Capacité d'enquête répartie par phénomènes (exprimée en %)

Terrorisme	15,3
Violence physique (meurtres, violences intrafamiliales, ...)	13,4
Fraude, blanchiment et corruption	13,4
Drogues	11,9
Trafic et traite des êtres humains	7,3
Auteurs itinérants – Vols dans habitations et autres bâtiments	4,8
Vols à main armée	4,3
Trafic illégal d'armes à feu	2,9
Criminalité informatique	1,4
Documents d'identité - production et trafic	1
Autres (escroquerie, vols de véhicules, drogues petits marchés,...)	24,3
TOTAL	100



Dossiers judiciaires



Nouveaux



En cours



Clôturés



GES/Itinera et management de la recherche

Grâce aux efforts conjugués de la Direction générale de la police judiciaire (DGJ) et de la Justice, nous sommes arrivés à mettre en place une procédure de feedback sur les enquêtes en cours au sein de la police, ce qui représente une véritable avancée en matière de management de la recherche. Ce feedback est disponible via la plate-forme GES/Itinera et offre la possibilité à tous les services d'enquête fédéraux de consulter, presque en temps réel, le statut de leurs dossiers auprès de la Justice, ce qui représente un gain de temps considérable. Entre-temps, certains corps de police locale se sont également associés au concept.



Parquet fédéral



Nouveaux dossiers



Dossiers en cours

10 Joint Investigation Teams

Une *Joint Investigation Team* (équipe commune d'enquête) est un outil de coopération internationale basé sur un accord entre autorités compétentes – judiciaires et policières – de deux (ou plusieurs) pays établi pour une durée déterminée et un objectif spécifique afin mener des enquêtes criminelles dans l'un ou plusieurs pays impliqués.

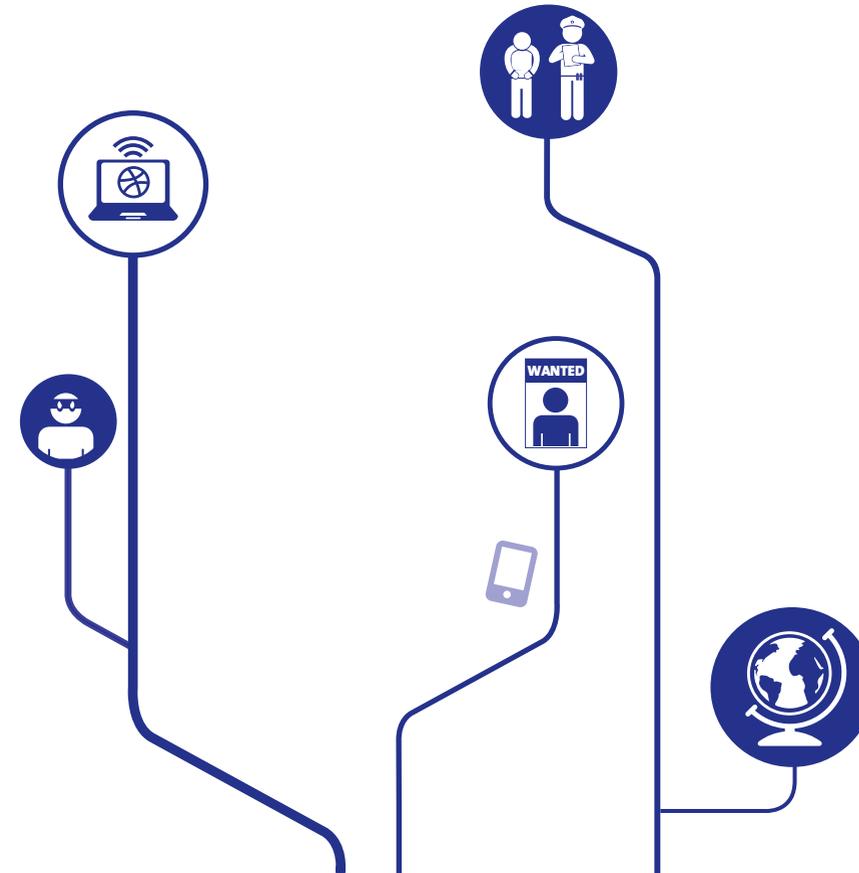


Success Story

Belgium's Most Wanted

Le site web *Belgium's Most Wanted* répertorie les criminels condamnés les plus recherchés. Il s'agit exclusivement de condamnés en fuite, de personnes reconnues coupables de délits graves par un tribunal pénal belge, et donc pas de suspects en fuite qui doivent encore faire l'objet d'une enquête pénale.

- En moyenne 250 visites par jour sur www.mostwanted.federalpolice.be.
- 257 témoignages ont mené à des arrestations.



Opérations de police judiciaire

FAST

Le Fugitive Active Search Team (FAST) a participé aux dossiers d'arrestation de 410 criminels en fuite.

- 299 à l'étranger
- 111 en Belgique dont
 - 62 par le FAST
 - 49 par d'autres unités

Indicateurs

Arrestations effectuées grâce au travail avec des indicateurs (3 premiers trimestres de 2017): 830

Avis de recherche

- 449 avis diffusés (essentiellement pour la Police Locale)
- Taux de résolution : 66 %

Disparitions

- 1 079 dossiers ouverts
- Taux de résolution : 96,47 % (personnes retrouvées, en vie ou décédées)

Techniques spéciales d'enquête

117 participants des deux niveaux de police aux formations BTS (techniques spéciales d'enquêtes)



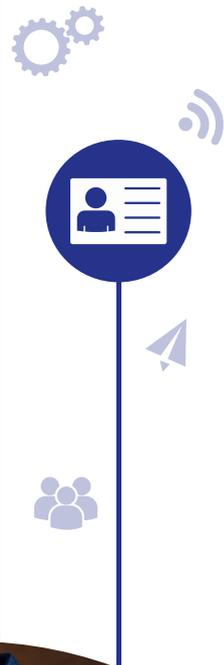
65 000

... demandes de signalements judiciaires* introduites

(*) Un signalement judiciaire correspond à signaler une entité (personne, moyen de transport, objet) dont on souhaite, si un service de police est mis en la présence de cette entité, qu'une mesure à prendre soit exécutée.

Une présence quotidienne sur nos terrains d'action

- Les unités de première ligne poursuivent leurs efforts dans le cadre des contrôles aux frontières et de la lutte contre l'immigration illégale.
- La formation des Behaviour Detecting Officers connaît un succès grandissant.
- La quasi-totalité du budget alloué pour l'achat de nouveau matériel a été utilisée.



Escortes VIP et sommets européens



Heures prestées

Lors des sommets européens et des autres événements, des escortes sont assurées pour les chefs d'Etat, les chefs de gouvernement ou encore des VIP européens. L'année 2017 a connu 6 sommets européens et 3 autres événements extraordinaires, ainsi que le sommet OTAN du mois de mai qui a constitué un événement de très grande ampleur. Ce dernier a nécessité l'engagement de forces considérables et des efforts importants en termes d'organisation et de coordination.

Outre ces événements de plus grande ampleur, 135 visites 'quotidiennes' de VIP émanant de 69 pays différents ont bénéficié de la protection d'escortes fournies par la Police Fédérale de la Route. Ces missions représentent un total de 311 jours d'escortes VIP.

Comparativement à l'année 2016 (qui a connu 6 sommets européens et 4 autres événements extraordinaires), le nombre de sommets a été identique en 2017 mais ceux-ci ont été plus longs. Bien que nous ayons connu en 2017 une baisse du nombre de visites 'quotidiennes' de VIP à Bruxelles, on constate malgré tout une hausse du nombre d'heures prestées par la Police Fédérale de la Route dans le cadre d'escortes VIP.



Police Aérienne

Projet AVIA



Contrôles



Procès-verbaux

Ce projet concerne les petits aéroports et héliports belges (autres que les 6 aéroports Schengen de notre territoire). Les contrôles menés dans le cadre de ce projet mettent l'accent sur les phénomènes de criminalité transfrontalière.

E-gates



Nombre d'e-gates

- Contrôles effectués: 2 231 380

Contrôles frontières

- Passagers contrôlés en 2^e ligne: 35 303
- Rapports à l'Office des étrangers: 6 601
- Refus: 2 844

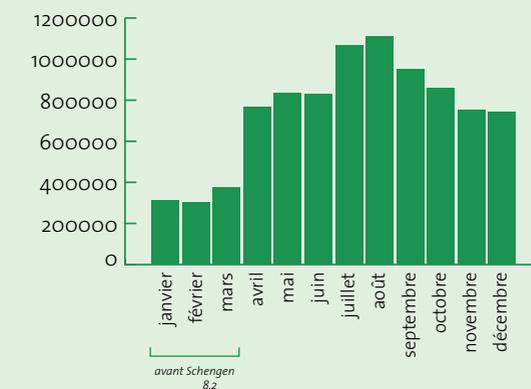
Documents d'identité faux et falsifiés

- Dossiers: 3 052
- Documents saisis: 1 359
- Imposteurs*: 207
- Faux documents: 504
- Documents falsifiés: 587

(*) Un imposteur utilise un document authentique et valable à des fins frauduleuses (généralement sur base de son apparence)

Contrôles aux frontières extérieures Schengen

En avril 2017, l'article 8.2. du Code frontières Schengen est entré en vigueur. Cela signifie que les documents de voyage de tous les passagers à destination d'un lieu situé en dehors de la zone Schengen font l'objet d'un contrôle systématique dans les banques de données policières. Pour la Police Aérienne, cela implique que le nombre de contrôles a plus que doublé, voire triplé au cours des mois d'été.



Passagers contrôlés: 8 900 690

Immigration – Police Aérienne

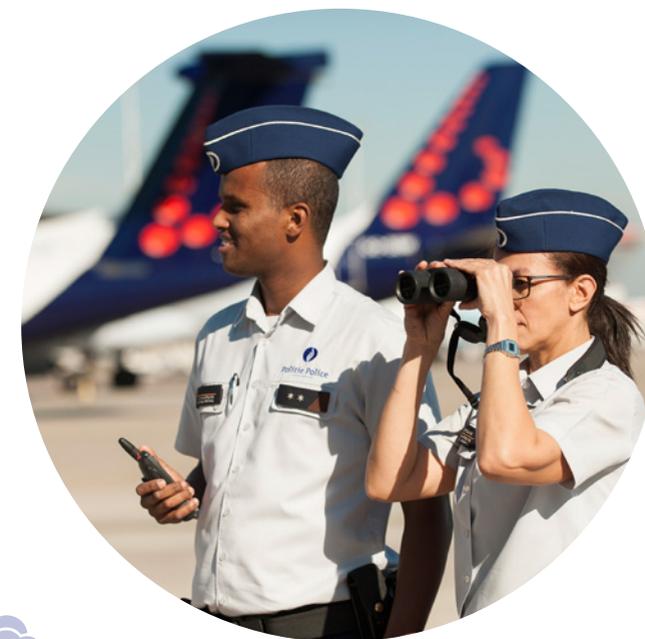
Trafic des êtres humains



Arrestations

Eloignements

- Refoulements: 2 612
- Rapatriements: 4 131



Behaviour Detecting Officers

Les Behaviour Detecting Officers (BDO) ont pour tâche de reconnaître tout comportement inhabituel ou déviant sur la base de caractéristiques très diverses. Suite à la vague d'attentats terroristes en Belgique et dans les pays voisins, la demande d'une formation sur cette technique s'est faite grandissante.

- 232 membres de la Police Aérienne ont suivi la formation (sur un total de 340 participants).



Police de la Navigation

Contrôles frontières



- Marins contrôlés administrativement : 350 338
- Passagers contrôlés physiquement : 320 671
- Visas individuels octroyés : 4 483
- Clandestins découverts : 51

Le nombre de personnes en séjour illégal a diminué. Cela s'explique par la baisse du nombre d'interceptions à la côte, et ce à la suite du changement des circuits de trafic et de la transmigration située davantage à l'intérieur du pays. Le nombre de contrôles physiques de passagers est par contre en augmentation. C'est une conséquence de la mise en œuvre de l'art. 8.2 Schengen.

En février 2016, Visanet a été implémenté aux frontières maritimes extérieures. Il s'agit d'une application pour la délivrance électronique d'un visa. En conséquence, l'Office des étrangers a renforcé les directives relatives à la délivrance d'un visa aux frontières maritimes extérieures (à considérer comme une exception) et les a mis davantage en adéquation avec la motivation de "nécessité et caractère exceptionnel".

Un nombre plus important de demandes de visa ont donc été déclarées irrecevables aux frontières maritimes extérieures.

De plus, nous observons une croissance significative du nombre de personnes (essentiellement des membres d'équipage) qui sont déjà préalablement en possession d'un visa.



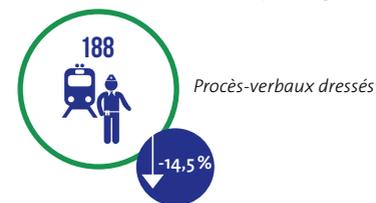
Success Story

Intelligence Excellence Award

- En 2017, le Home Office britannique a décerné pour la seconde fois consécutive ses *Immigration Intelligence Excellence Awards*. Ces awards sont décernés à des personnes et/ou à des services qui ont mené à bien un objectif dans le domaine de la migration et de la gestion de l'information.
- Au cours de la cérémonie, organisée le 17 novembre 2017, la Police de la Navigation (SPN), division Kust, section Zeebruges, a remporté le premier prix dans la catégorie External Partner.
- Au fil des ans, la Police de la Navigation, division Kust, s'est constituée une expertise considérable en matière de trans migrants. Non seulement en ce qui concerne le traitement du volet administratif, mais aussi par rapport à la collecte d'un maximum d'informations à des fins d'enquête judiciaire pour lutter contre la criminalité transfrontalière.
- Depuis avril 2017, des membres de la Joint Debriefing Team britannique se rendent régulièrement à la SPN de Zeebruges afin de prendre part à un débriefing sur les migrants en transit dans la région.
- Après leur traitement au Royaume-Uni, les informations de la Joint Debriefing Team sont partagées avec la Police de la Navigation et avec tous les services de police concernés. La boucle de l'information est ainsi bouclée.

Police des Chemins de Fer

Phénomène 'Trespassing'



Le 'Trespassing' consiste à traverser à pied des voies de chemin de fer alors que ce n'est pas autorisé.

Constatations sur les trains internationaux

- Fonctionnaires de police : 395
- Procès-verbaux : 60
- Trains contrôlés : 371
- Arrestations judiciaires : 6
- Mises à disposition (judiciaires) : 1
- Arrestations administratives : 49

Contrôles frontières

Personnes en séjour illégal interceptées : 149



FRONTEX



Contribution aux missions Frontex

- Police des Chemins de Fer : 471 heures
- Police de la Navigation : 4 414 heures
- Police Aéronautique : 4 568 heures
- Police de la Route : 551 heures
- Direction des opérations de police administrative : 1 702 heures

BEPAD

- Événements créés : 47 586
- Unités policières utilisant Bepad : 263
- Sessions de formation : 18, dont
 - 5 sessions concernant la gestion de groupes, de personnes et de phénomènes
 - 13 sessions concernant la gestion d'événements.
- Nombre de personnes à suivre : 17 390
- Nombre de groupements à suivre : 150
- Nombre de phénomènes à suivre : 14

Bepad est un programme d'encodage destiné à centraliser et à rendre accessibles toutes les données administratives des services de la police intégrée. Cette application est mise à disposition de chaque utilisateur. Chacun travaille donc avec un programme identique. La saisie, la gestion et le partage de l'information s'effectuent de la même manière. On évite ainsi une double saisie étant donné que les données sont accessibles à tous via cette application.

Bepad concerne la gestion d'événements, de personnes, de groupements et de phénomènes qui présentent (ou peuvent présenter) un intérêt ou un risque pour l'ordre public (en particulier pour la tranquillité, le bien-être et la santé publique).



Budgets supplémentaires alloués par le Ministre de l'Intérieur



Un budget supplémentaire a été alloué à la Police Fédérale afin de rencontrer les besoins opérationnels en véhicules qui n'avaient pu être réalisés les années précédentes. Les véhicules les plus anciens ont ainsi été remplacés et le parc de véhicules de certaines directions a ainsi pu être quelque peu rajeuni.

Pour la Police Fédérale de la Route :

- 54 motos (1 320 21,40 €)
- 8 VAC* Audi (409 509,52 €)
- 1 VAC* RS (44 875,35 €)

Pour la Police de la Navigation :

- 3 VW AMAROK - véhicules tractant (165 555 €)

Total : 1 940 461,27 € sur les 2 millions € disponibles.

(*) VAC : Véhicule Action et Contrôle Police WPR.

Prévenir et agir pour sauver des vies

- Sensibiliser les contrevenants aux conséquences d'une conduite inadaptée reste une des priorités de la Police Fédérale de la Route.
- Le projet Speedtalk est une nouvelle façon de conscientiser les conducteurs au respect des limitations de vitesse.
- Les infractions liées à l'usage d'alcool au volant connaissent une nette diminution.



Conduite sous influence d'alcool et de drogues



Tests d'haleine effectués



Infractions alcool*

* Alerte + Positif + Refus + éventuellement tests sanguins



Infractions drogues**

** Nombre total de tests sanguins + refus illicites

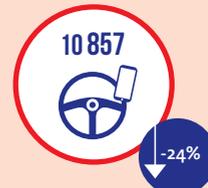


Chiffres enregistrés sur le terrain d'action prioritaire de la Police Fédérale de la Route, c'est-à-dire les autoroutes et routes assimilées.

Infractions liées à la vitesse au moyen de radars et caméras automatiques



Infractions liées à l'utilisation du GSM au volant



Infractions liées au port de la ceinture et à l'utilisation de sièges-enfants



Poids lourds

Infractions fraude tachygraphe



Infractions temps de conduite et de repos



La relative diminution des chiffres portant sur les contrôles GSM, sièges-enfants et fraude au tachygraphe est due à deux facteurs :

- en 2016, davantage de contrôles avaient été effectués à la suite des attentats. Une situation que 2017 n'a pas connue, ce qui a eu pour conséquence une diminution du nombre de contrôles;
- étant donné le manque d'effectifs au sein de la Police Fédérale de la Route, les missions ont dû être réorientées et moins de contrôles proactifs ont ainsi été organisés.



Success Story

SpeedTalk

L'association *Parents d'Enfants Victimes de la Route* et la Police Fédérale de la Route ont uni leurs forces dans le cadre du projet *Speedtalk* lors de contrôles de vitesse organisés en septembre dans les provinces de Namur et de Flandre orientale. Après les formalités d'usage, les personnes arrêtées pour excès de vitesse se sont vues proposer de monter dans un autre véhicule, où elles ont pu s'entretenir avec un parent d'un enfant décédé dans un accident causé par une vitesse excessive. Ces discussions n'ont pas manqué de sensibiliser les contrevenants sur les conséquences graves ou mortelles que la vitesse inadaptée ou excessive peut engendrer dans le cadre de certains accidents de la route.



Morts et accidents avec lésions corporelles

Accidents avec lésions corporelles	3 331
Accidents mortels	96
Tués	101
Blessés graves	419
Blessés légers	4 645

Tués : toute personne impliquée dans un accident de roulage et qui décède sur place ou durant son transfert vers l'hôpital ainsi que les personnes qui décèdent dans les 30 jours.
Blessé grave : toute personne blessée lors d'un accident de roulage et dont l'état nécessite une hospitalisation de plus de 24 heures.
Blessé léger : toute personne blessée lors d'un accident de roulage mais dont l'état ne nécessite pas une hospitalisation de plus de 24 heures.



Indispensable au fonctionnement policier

- Les drones viennent s'ajouter à la liste des moyens dont dispose la Police Fédérale pour ses missions d'appui opérationnel.
- Les corps d'intervention ont fourni un important appui aux zones de Police Locale. Plus de la moitié de celui-ci concernait la gestion négociée de l'espace public.
- La police technique et scientifique et les Unités spéciales restent plus que jamais des acteurs incontournables dans le paysage policier.



Police administrative

Appui aérien

	2017
Retrouvés vivants après disparition	22
Retrouvés décédés après disparition	4
Arrestations	106
Arrestations après poursuite	9
Véhicules volés récupérés	316
Targets IR scannés	116
Scannings infrarouges positifs	11
Incidents laser	360
Assistances contrôle	417
Assistances perquisition	171
Photos	143
Vidéos	334
Transmissions d'images	



Drones @ DAFA

- L'Appui aérien de la Police Fédérale (DAFA) possède trois drones.
- Le dernier drone, livré en octobre 2017, est le plus opérationnel puisqu'il dispose d'une caméra à haute performance (High Definition, infrarouge, laser,...).
- Piloter un drone nécessite de la formation et de l'entraînement.
- Les drones ont une portée limitée (dans le temps et l'espace) et sont complémentaires par rapport à l'appui aérien classique, essentiellement dans le cadre de missions bien définies.
- Mise en œuvre de drones : lors d'événements, de recherches de personnes disparues dans une zone limitée, de missions forensiques, de recherches de transmigrants dans les ports maritimes (notamment à l'aide d'une caméra thermique).
- Les drones volent moins que les hélicoptères car ils ont une autonomie limitée et parcourent des distances moins longues. La distance séparant un pilote de son drone ne peut dépasser un kilomètre et la caméra de celui-ci permet de voir à un kilomètre au maximum. Au total, il est donc possible de travailler dans un rayon de deux kilomètres.
- Les drones sont moins coûteux qu'un hélicoptère, mais les frais de personnel peuvent s'avérer considérables en raison du temps de déplacement des pilotes de drones.

Missions opérationnelles avec des drones

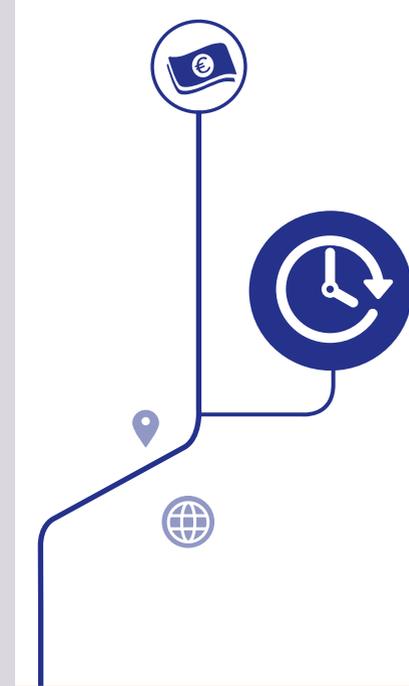
- 17 missions opérationnelles, représentant un total de 19 heures de vol.
- En principe, une batterie permet de voler pendant 20 minutes. Récemment, l'autonomie des drones a été étendue à 35 minutes.



Success Story

Synergie entre la Police Fédérale et la Défense

- L'Appui aérien de la Police Fédérale (DAFA) a examiné les synergies possibles avec la Défense en vue de pouvoir fournir à moindre frais un service au moins identique et de même qualité.
- DAFA collabore avec la Défense depuis des années. Les synergies actuelles sont maintenues.
- La Défense met à disposition trois pilotes militaires. En raison de restructurations et de l'évolution statutaire, cela n'est toutefois pas une garantie pour l'avenir. C'est pourquoi DAFA a recruté deux nouveaux pilotes policiers en 2017. Ils suivent la même formation de base qu'un pilote militaire d'hélicoptère : une formation académique à l'École royale militaire, suivie d'une formation de pilote sur Marchetti à Beauvechain et de pilote d'hélicoptère à Dax, en France. Ces nouveaux pilotes ne seront opérationnels au sein de DAFA que fin 2019-début 2020, après leur formation de perfectionnement.



Appui canin

Nombre d'interventions

Teams pisteurs	1 390
Teams drogues + cash	2 091
Teams drogues silencieux	522
Teams restes humains	50
Teams foyers d'incendie	323
Teams chiens explosifs	1 560
Total	5 936



Appui technique de la Police de la Navigation

Afin de fournir un appui spécialisé, la Police de la Navigation dispose d'une équipe d'appui technique (TST), possédant des moyens de détection spécifiques, au service de la police intégrée mais aussi de polices étrangères.

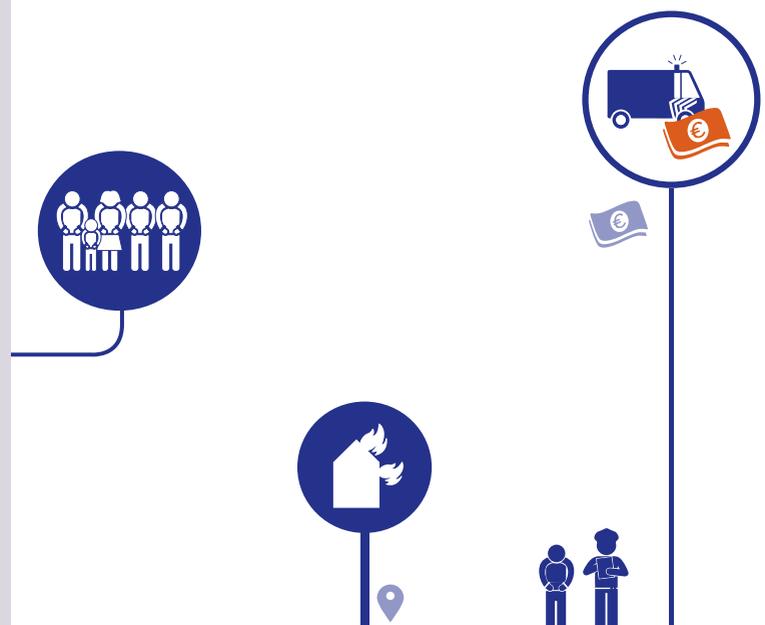
Nombre d'actions	
Chiens migration*	252
Side scan Sonar	121
Détecteur CO2	323
Autres moyens de détection : <i>Remotely Operated Vehicle, vidéoscope, détecteur de métaux, caméra mobile traces, Multi Mode Threat Detector, Unmanned Surface Vehicle (USV)</i>	135

* Les actions (environ 1 690 heures) avec des chiens migration ont permis de trouver 457 personnes en séjour illégal.



Direction de la protection

Protection VIP



Dispositif d'escortes composé de personnel formé et de véhicules blindés assurant la protection des transports de valeurs (argent, art, or, munitions, armes, nucléaire) dont le trajet se déroule hors (Intercity) ou dans les agglomérations (Intracity).

Autres missions :

- Escortes Banque nationale (BNB) : 89
- Autres transports (art, munitions, nucléaires...) : 29
- Compétences Arrestations en Groupe (VAG*) : 32

* Il s'agit de perquisitions renforcées effectuées en collaboration avec la Police Judiciaire Fédérale.

Direction de la sécurité publique

A la suite de la décision du Ministre de l'Intérieur prise en 2016 dans le cadre du Plan Canal et de la Transmigration, la Direction de la sécurité publique a vu sa capacité augmenter, pour atteindre le chiffre de 527 membres du personnel fin 2017 (soit une augmentation de 32% en 2016 et de 22% supplémentaires en 2017). En conséquence, le nombre de missions FERES (Réserve fédérale d'intervention pour les événements imprévisibles) et d'appui spécialisé dans son ensemble a fortement augmenté.

Réserve fédérale d'intervention (FERES)



Police à cheval



2 pelotons opérationnels

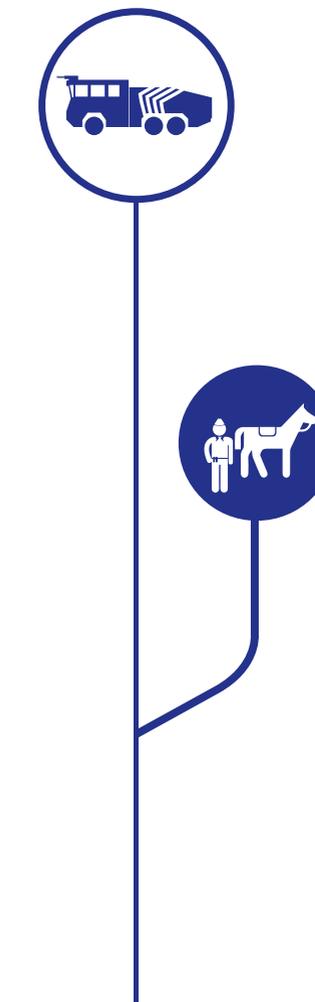
Suite au débat sur les tâches essentielles de la police, et dans le but de dégager de la capacité opérationnelle pour d'autres missions, la capacité en moyens équestres a été légèrement réduite. Elle compte désormais 120 policiers à cheval et 110 chevaux.

La reprise des moyens équestres dans la même unité que l'ensemble des moyens spéciaux (arroseuses, teams spéciaux, véhicules blindés, teams vidéo...) fait plus que jamais de la Direction de la sécurité publique un réel atout, au service des partenaires policiers.

Team Vidéo



Arroseuses



Corps d'intervention (CIK)



Heures d'appui à la Police Locale



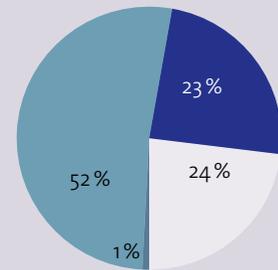
Heures de renfort aux actions de sécurité

Les missions des CIK consistent à appuyer nos partenaires. Plus de 350 000 heures engagées ont permis aux zones de police locales de mieux se concentrer sur leurs tâches de base. Plus de la moitié de cet appui a été consacré à la gestion négociée de l'espace public (grandes manifestations, matchs de football, sommets européens, festivals, courses cyclistes et automobiles, festivités en tous genres, etc.).

85 000 heures ont été consacrées au renforcement d'actions de sécurité (opérations FIPA, patrouilles supra locales et autres actions de contrôles). Le reste a tout spécialement été orienté vers la lutte contre la radicalisation, l'extrémisme violent et le terrorisme dans sept communes bruxelloises le long du canal et dans la commune de Vilvoorde (Plan Canal) ou d'autres phénomènes émergents comme la transmigration illégale.



CIK : appui opérationnel vers la Police Locale



- Actions de sécurité
- Hycap, appui, Plan Canal, ...
- Assistance aux victimes
- Gestion négociée de l'espace public



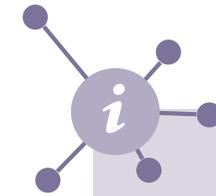
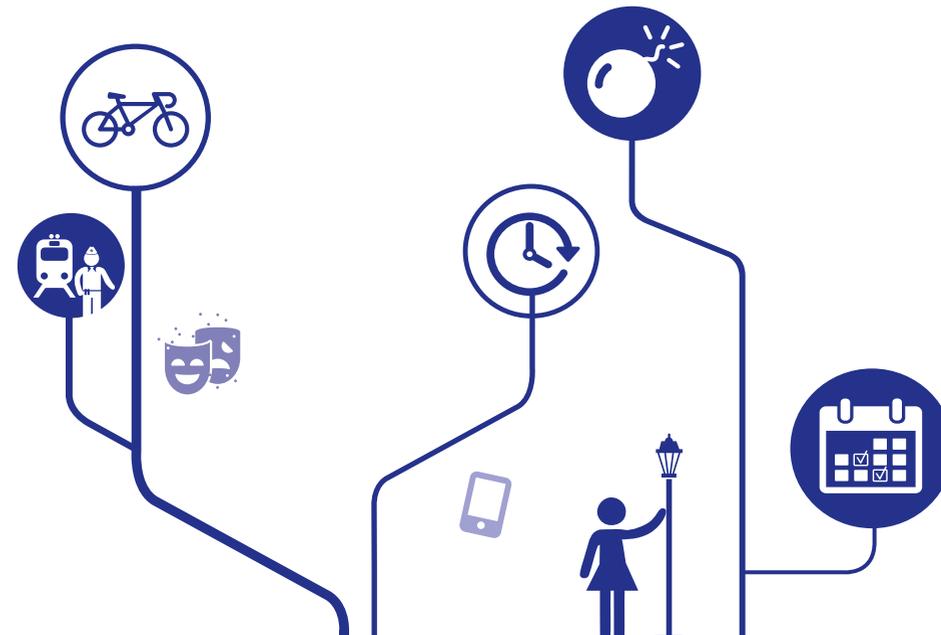
Le CIK Bruxelles sur tous les fronts



Success Story

Le corps d'intervention de Bruxelles a, au bénéfice d'unités locales et fédérales,

- contribué pour un total de **78 000** heures à sécuriser :
 - **139** événements sportifs: matches de foot, rallyes, courses cyclistes, formule 1,...
 - **83** événements festifs: carnivals, fête nationale, concerts, festivals...;
 - **27** événements internationaux: sommets européens, visite du Président des Etats-Unis, visites diplomatiques...;
 - **16** événements sociaux: manifestations diverses.
- participé pour un total de **57 000** heures aux dispositifs antiterrorisme mis en place en collaboration avec la Police des Chemins de Fer (SPC) de Bruxelles;
- participé pour un total de **49 000** heures aux priorités fixées par les plans de sécurité des zones de police locales bruxelloises en fournissant des renforts en terme de patrouilles (Plaisirs d'Hiver, soldes, sécurisation de lieux commerciaux, lutte contre la prostitution...).



Police judiciaire

Police Technique et Scientifique

Délits sexuels ou violents

La Police Fédérale dispose du service ZAM (Zeden Analyst – Analyste Mœurs, autrefois appelé 'ViCLAS') permettant de rechercher des liens entre différents faits à caractère sexuel ou violent.

- 45 séries de faits
- 149 faits de mœurs liés
- 26 confirmés

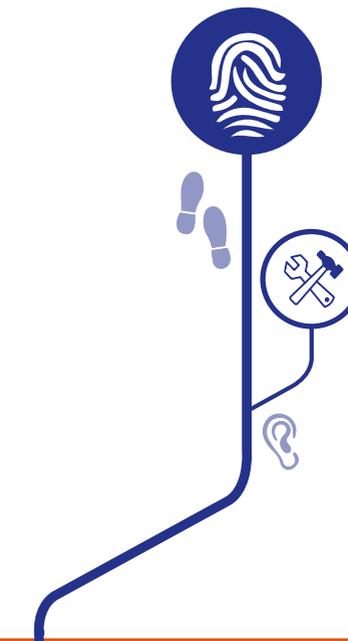
Traces dans la base de données traces outils, semelles, oreilles (SDB)

	Outils	Semelles	Oreilles
Total	22 290	24 881	9 206
Input 2017	1 449	2 449	555
Comparaisons exécutées	740	173	603
Liens trouvés	55 (243 traces liées)	5 (8 traces liées)	21 (71 traces liées)
Individualisations* + Fort Probable + Probable	19 + 234 + 3	1 + 0 + 2	6 + 28 + 31

* Individualisation : l'un des éléments examinés (trace) provient avec certitude d'un autre élément examiné (objet, personne...) ou les deux éléments ont une origine commune (empreinte de référence). Une telle conclusion n'est communiquée que si elle est partagée par au moins deux experts, qui doivent arriver à ce résultat indépendamment l'un de l'autre.

Traces dans la base de données papillaires (APFIS)

	Doigts	Paumes
Personnes (dont nouveau : 44 856)	1 010 778	537 947
Fiches	2 669 375	941 526
Traces sur objets	24 976	3 157
Traces inconnues sur objets	22 718	/
Traces identifiées sur objets	2 332	/
Nombres de personnes identifiées en 2017		2 332



Comparaisons de visages



Dossiers

Identification de victimes (DVI)



Opérations DVI

Laboratoire Audio Vidéo central



Dossiers vidéo



Comparaisons morphologiques



Fichiers audio dont 161 dans le cadre des dossiers terrorisme



Portraits-robots



Répression des faux

Faux monnayage

4 524 faux billets en € détectés saisis par la police dont :

- 2 789 billets de 50€
- 754 billets de 500€

1 168 faux billets en devises étrangères analysés.

Faux documents

• 31 644 documents d'identité ou de voyage d'un ressortissant de l'Union européenne analysés, dans le cadre de la procédure 'EUROPA', dont 167 non-valables.

• 7 415 permis de conduire non-européens transmis pour échange contre des permis belges analysés, dont 324 non-valables.



Descentes des laboratoires



Vols



Braquages et autres vols avec violence



Incendies (volontaires et accidentels)



Meurtres et homicides



Suicides



Décès suspects



Faits de mœurs

Unités spéciales

Répartition de la capacité par thème	Heures prestées
Prestations opérationnelles Opérations sur le terrain, gestion de dossiers, R&D opérationnel	422 535
Formation Techniques particulières, tir, formations barémiques...	153 415
Gestion logistique Véhicules, matériel de haute technologie, armement, radios	82 457
Autres Formations dispensées, gestion du personnel, administration, PR...	111 402

Total **769 819**

Prestations opérationnelles

	Heures
Observations	160 224
Interventions/arrestations	81 208
Appui opérationnel technique	97 321
Infiltrations	48 884
QRF* (Niveaux 3 / 4)	34 898

* Quick Response Force : permanence des Unités spéciales pour pouvoir réagir rapidement, à un acte terroriste.

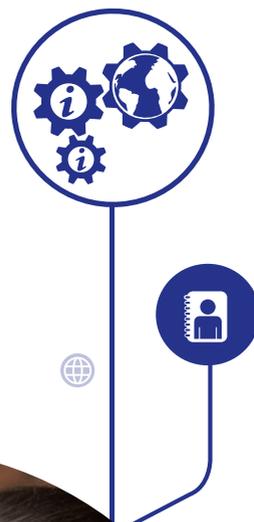
Situations de crise

Forts Chabrol	26
Prises d'otages	3
Enlèvements	4
Extorsions	7
Escortes de personnes arrêtées dangereuses et protection de VIP	1



Un maillon indispensable de la politique de sécurité intégrée

- Dans un contexte d'internationalisation croissante de la problématique de la sécurité, la coopération policière internationale est devenue une tâche clé pour la police.
- La lutte contre les phénomènes de criminalité et de sécurité est souvent à l'agenda des pourparlers internationaux.
- Pour aboutir à des résultats, elle doit pouvoir s'appuyer sur un échange international d'informations rapide et de qualité.



Single Point for Operational Contact (SPOC)

Le Single Point for Operational Contact a pour principales missions d'assurer l'échange international d'information et ainsi que l'émission et le traitement des signalements internationaux (SIG).

Information Exchange

Messages opérationnels



Messages traités au niveau SPOC (via Interpol, Europol, les officiers de liaison, les services de police, et tout autre message opérationnel) et messages IN/OUT des Centres de coopération policière et douanière (CCPD) Tournai, Kerkrade et Luxembourg.

Signalements internationaux

Signalements internationaux émis manuellement par le SPOC.*



Après le rush qui a suivi les attentats du 22 mars 2016, les demandes de signalements internationaux envoyées au SPOC par les services belges ont diminué. L'émission de nouveaux signalements internationaux belges par le SPOC a suivi la même tendance.

* Les autres signalements sont émis automatiquement.



Hits

- Hits belges sur signalements internationaux étrangers : 4 921 (+30,2%)
- Hits étrangers sur signalements internationaux belges : 4 577 (-21,8%)

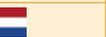
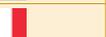
Un hit signifie qu'il y a une correspondance avec une entité signalée internationalement pour laquelle une mesure a été demandée. La hausse du nombre de hits en Belgique est sans conteste due à l'introduction des applications FIND (Fixed Interpol Integrated Network) et KIK (Kiosk d'information – Informatie Kiosk), qui offrent davantage de possibilités de procéder à des contrôles et des consultations sur le terrain.

Traductions

13 673

Le service de traduction du SPOC a réalisé un total de 13 673 traductions (+ 4%), dont 97% dans des dossiers opérationnels internationaux. Les traductions de dossiers FLASH (à traiter dans l'heure) représentent 40% de ce total soit une augmentation de 14,29% par rapport à 2016.

Principales combinaisons de langues

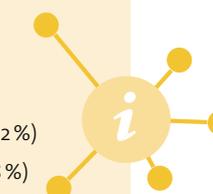
 ↔ 	44,5%
 ↔ 	29%
 ↔ 	15,5%
 ↔ 	3%
 ↔ 	3%
 ↔ 	2%
 ↔ 	2,7%

La part de la charge de travail de et vers l'anglais ne cesse d'augmenter depuis 3 ans. Elle représente aujourd'hui plus de 70%.

Validations

2 360 validations (-48,47%) ont été réalisées par le SPOC

La validation est la vérification du respect des dispositions légales et réglementaires. La diminution du nombre de validations effectuées par la cellule validation est un élément positif. En effet, cela montre que l'objectif de mieux former et appuyer les opérateurs du SPOC afin qu'ils puissent eux-mêmes effectuer ces tâches est en train de se réaliser. A terme, le but est que la cellule ne traite que les validations pour les cas spécifiques et les cas complexes.



Phénomènes transfrontaliers

Types de crimes repris dans le mandat d'Europol qui sont les plus traités par les Centres de coopération policière et douanière (CCPD) dans nos régions frontalières :

- Infractions contre les biens : 8,26 %
- Trafic de drogues : 7,52 %
- Infractions liées à la police des étrangers : 13 %



Accords



- **La Belgique et la Serbie** ont signé le 7 février 2017 un traité bilatéral de coopération policière. L'importance de ce nouveau traité, qui s'applique à toutes les formes importantes de **criminalité organisée et de terrorisme**, réside principalement dans le fait qu'il constitue une base juridique solide pour l'échange d'informations bilatéral entre les services de police belges et serbes et pour la mise en œuvre d'officiers de liaison bilatéraux.
- **La Police Fédérale** a conclu en 2017 des protocoles d'accords (**Memoranda of Understanding** ou MOU) avec divers partenaires dont **le Québec, l'Algérie et le Pérou**. Les MOU ne constituent pas en soi une base juridique pour l'échange de données à caractère personnel, mais ils ont généralement un effet positif sur la **coopération opérationnelle** entre les pays partenaires.
- **Le partenariat avec le Pérou** s'inscrit dans l'objectif du Stroomplan (plan d'action contre la criminalité liée à la drogue à Anvers) visant à renforcer la coopération avec les pays d'origine afin de lutter contre le **trafic de cocaïne**. Dans cette même optique, la Police Fédérale prépare des MOU avec le Brésil, l'Équateur et Panama. Un MOU a déjà été conclu avec la Colombie en 2014.
- **Les pays du Benelux** ont négocié un nouveau traité de coopération policière, qui devrait être finalisé en 2018. Il doit élargir les possibilités des services de police belges, néerlandais et luxembourgeois en matière d'**échange d'informations et d'interventions transfrontalières**, leur permettant par exemple d'interroger directement leurs banques de données policières respectives. Les policiers des pays signataires auraient également la possibilité, sous certaines conditions, d'effectuer de manière autonome des actes d'information sur leurs territoires respectifs.

Structures de concertation avec la France

Les structures de concertation bilatérales dans la région frontalière franco-belge ont été modifiées sous l'impulsion de la Direction de la coopération policière internationale (CGI). Cette réforme vise à renforcer l'orientation pratique de la concertation avec la France, notamment à travers la création de **forums de concertation locaux**. Ceux-ci doivent permettre aux services de police de la région frontalière d'échanger des informations, ainsi que de conclure des accords sur des actions communes et d'autres formes de coopération transfrontalière, de manière structurelle (☞ p.28).

Financement européen



- En 2017, la Police Fédérale a décroché des subventions européennes pour huit projets intra-muros, représentant au total un montant de plus de 3,7 millions d'euros. Plusieurs de ces projets visent à améliorer l'échange d'informations entre les services compétents. La Police Fédérale a notamment reçu des subventions pour la création de trois **centres d'expertise et d'information régionaux d'arrondissement**, qui doivent faciliter l'approche administrative de la criminalité grâce à une circulation optimale des informations entre les instances publiques concernées (☞ p.37). Un autre projet, **Bordertask**, ambitionne d'améliorer les contrôles aux frontières extérieures à travers l'automatisation des flux d'informations.
- La Police Fédérale participe en outre à des projets développés par des partenaires externes, comme le *Belgian Passenger Information Unit* (BePIU) ou le projet *Passenger Name Record* (PNR) du SPF Intérieur devant permettre aux policiers d'accéder à des données concernant des passagers voyageant via, au départ ou en direction de la Belgique. Autre exemple : celui d'un projet irlandais devant permettre l'échange d'informations confidentielles via la *Secure Information Exchange Network Application* (SIENA) d'Europol.



Success Story

Les signalements internationaux au cœur d'une approche intégrée

L'année passée, il est apparu une fois de plus que la possibilité d'émettre des signalements de personnes, de véhicules et d'objets à l'échelle internationale constituait un outil d'une grande efficacité pour la coopération policière (internationale). Les quelque 10 000 *hits* (☞ p.25) générés par des signalements étrangers en Belgique ainsi que des signalements internationaux belges à l'étranger sont le résultat d'une étroite coopération entre les différents partenaires policiers internes et externes, dont le *Single Point for Operational Contact* (SPOC) de CGI constitue le fer de lance.

Cependant, en raison de l'évolution rapide de la réglementation et des procédures, les signalements Schengen et Interpol deviennent de plus en plus un domaine spécialisé du fonctionnement policier. Pour cette raison notamment, il nous faut investir en permanence dans des séances de formation et de sensibilisation (☞ p.28) ainsi que dans du personnel expérimenté en vue de la validation (juridique) et du contrôle de la qualité.

En dehors des heures de bureau, nous devons pouvoir compter sur des services de permanence à même d'assurer un traitement de qualité des *hits*. Même si la majorité des *hits* sont générés dans les aéroports belges (☞ p.11), tout service de police peut y être confronté en permanence. Les services de polices fédéraux et locaux doivent donc être en mesure de demander et de recevoir à tout moment des signalements nationaux et internationaux.



International & European Institutions Department (IEID)

Interopérabilité

La Commission européenne et les États membres de l'Union européenne ont accompli des progrès substantiels sur la voie de l'interopérabilité de divers systèmes et/ou banque de données centraux européens. À l'issue d'une concertation au sein du groupe d'experts de haut niveau (*High Level Expert Group*) et d'une conclusion commune des ministres européens de la Justice et de l'Intérieur, la Commission européenne a présenté deux propositions législatives en décembre 2017.

Ces propositions ont trait à plusieurs systèmes, en l'occurrence le Schengen Information System (SIS), Eurodac, le Visa Information System (VIS), l'Entry/Exit System (EES), le European Travel Information and Authorisation System (ETIAS), le European Criminal Record Information System for third country nationals (ECRIS-TCN), l'Europol Information System (EIS) et plusieurs banques de données d'Interpol.

L'harmonisation des données issues de ces banques de données devrait permettre les avancées suivantes à l'horizon 2020 :

- accès plus rapide et systématique à la totalité des données disponibles pour les garde-frontières et les enquêteurs (chacun en fonction des droits d'accès qui lui sont applicables) ;
- détection des personnes possédant plusieurs identités et, par conséquent, contribution à la lutte contre la fraude à l'identité ;
- facilitation des contrôles d'identité par les services de police sur le territoire d'un État membre de l'UE.



Knowledge Management



Comme cela est ressorti des rapports de la commission d'évaluation Schengen et de la commission d'enquête parlementaire sur les attentats du 22 mars, le domaine des signalements internationaux et de l'échange d'informations est considéré comme faisant partie des connaissances de base de tout fonctionnaire de police. C'est pourquoi la Police Fédérale a élaboré une brochure de référence et une formation barémique sur ces thématiques. Cette formation sera dispensée à l'Académie nationale de police (ANPA) ainsi que dans les écoles de police agréées. Les formateurs ont été formés au mois d'octobre.

La formation *Zonder Zorgen De Grens Over* (formation Benelux commune en matière d'interventions transfrontalières) continue sur sa lancée. La première phase, axée sur les provinces de Flandre orientale et occidentale, se poursuivra en 2018. La Police Fédérale, les zones de police concernées et la Nationale Politie néerlandaise préparent à présent la deuxième phase pour les provinces d'Anvers et du Limbourg. La demande de nouveaux modules connexes est également à l'ordre du jour de la concertation belgo-néerlandaise.

Par ailleurs, la Police Fédérale entend mettre en place, conjointement avec la France, une formation pour les services d'intervention de la région frontalière franco-belge, et ce en exécution des Accords de Tournai. Une fois son programme défini, cette formation devrait être dispensée à quelque 17 000 policiers.



External Relations

Officiers de liaison

L'officier de liaison (LO) constitue un maillon dans la chaîne de l'échange d'informations policières.

Il intervient dans des conditions spécifiques en vue de faciliter cet échange d'informations. En fonction de sa zone de compétence (pays d'accréditation et de fonction), l'officier de liaison sera confronté à des types de criminalité différents comme le terrorisme, la traite des êtres humains, les drogues, etc.

Comme indiqué dans l'évaluation de notre réseau des officiers de liaison, le terrorisme reste une matière qui représente une grande charge de travail pour nos officiers de liaison, certainement dans la région du Proche et Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Il faut évidemment y ajouter le travail habituel de nos officiers de liaison. Vu ce contexte, décision a été prise de mettre à disposition de l'officier de liaison basé en Turquie et de celui basé au Maroc, un policier ayant le grade d'inspecteur ou d'inspecteur principal. Cette « nouvelle » fonction permettra non seulement d'assurer la continuité du travail opérationnel, même en l'absence de l'officier de liaison, mais également d'appuyer l'officier de liaison dans ses fonctions opérationnelles et administratives habituelles.

En 2018, on dispose de :

- Officiers de liaison bilatéraux : 10
- Appui opérationnel LO : 2
- LO ad hoc/LO Affaires étrangères : 1
- Europol : 2
- Interpol : 2

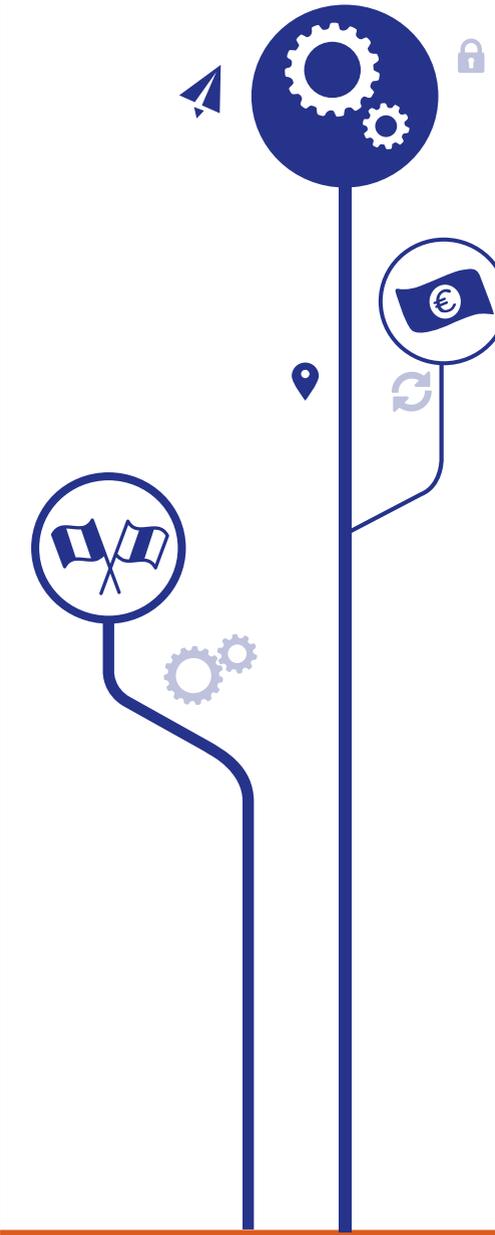


Gestion civile des crises

En matière de gestion civile des crises, suite à un accord entre la Commissaire Générale et le président du Comité de direction du SPF Affaires étrangères en janvier 2013, la contribution de la police intégrée a été réduite de 45 à 33 *full time equivalents* (FTE). Cependant, vu le contexte budgétaire et la problématique capacitaire, la Police Fédérale avait limité ses prévisions de contribution effective à un maximum de 20 FTE's.

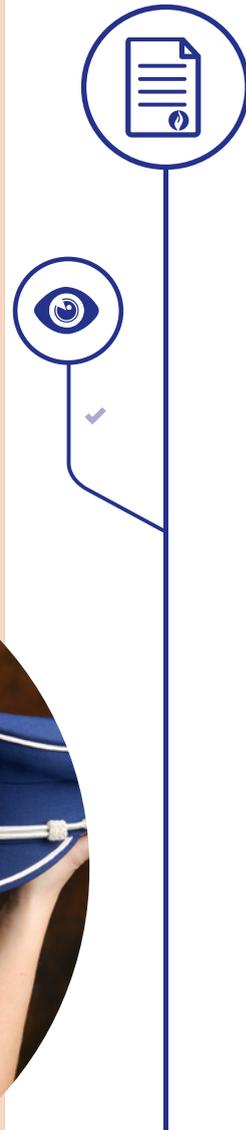
Il ressort de notre analyse relative aux pays instables que de manière générale, le Sahel, l'Afrique subsaharienne et les pays du Maghreb sont les régions prioritaires pour ce qui est de l'engagement policier dans des missions de gestion civile des crises, dont le Niger, le Nigeria, le Mali, la Somalie, l'Irak et le Tchad.

Compte tenu du contexte actuel et de l'accent mis, entre autres, sur le terrorisme, les déploiements (FTE) de la Police Fédérale en matière de gestion civile des crises sont dirigés vers le Niger (EUCAP SAHEL), le Mali (EUCAP SAHEL), DCAF Tunis et la Somalie (UNSOM). Deux experts belges de la lutte contre le terrorisme (*counterterrorism*) sont déployés à EUDEL Sarajevo et EUDEL Tripoli.



En route vers plus d'innovation

- La Police Fédérale engage : un aperçu des chiffres-clés en matière de ressources humaines.
- L'avenir au sein du paysage policier sera numérique.
- Le Masterplan Infrastructure prend forme.



Personnel

Recrutement et sélection

Outils marketing	Total
Appels téléphoniques	20 749
E-mails	9 995
Conversations Facebook	930
Consultations www.jobpol.be	1383338
Folders	20 000
Brochures	38 000
Affiches pour journées d'information	950

Recrutement et sélection	Candidatures	Lauréats
Cadre opérationnel	13166	1964
Recrutés		
Cadre administratif et logistique (personnel civil)	565	

Formation

Formations barémiques	Sessions	Personnes formées
Diversité/Egalité	58	1271
Holocauste, Police et Droits de l'Homme – (Kazerne Dossin) – Utilisateurs	77	1036
Accompagnateurs	1	14
Dirigeants	2	16
Bien-être	17	267
Informatique/ICT	29	297

Formation de base	Sessions*	Personnes formées**
Agents de Police – Armé	3	53
Inspecteur	34	1503
Inspecteur principal	13	257
Formation préparatoire pour le cadre moyen	2	23

* Il s'agit du nombre de sessions terminées en 2017.
 ** Les chiffres reprennent le nombre de personnes ayant terminé leur formation de base en 2017.



Ecoles	Personnes formées
Académie nationale de police (ANPA – sites de Berg, Bruxelles, Gand, Jumet, Vottem, Wilrijk)	21937
Académie de police de Namur	3 015
APPH (Jurbiise)	5 159
Campus VESTA	8 276
Ecole de police de la province de Liège	4 591
ERIP-GIP (Bruxelles)	5 937
PAULO (Gand)	7346
PIVO (Asse)	3483
PLOT (Limbourg)	3 829
WPS (Zedelgem)	3 668
Total	67 241

Remarque: Les chiffres mentionnés ont été extraits de notre base de données le 23 février 2018. Le taux de remplissage global est de 95 %.



Psychosocial et médical

165 membres du personnel de la Police Fédérale ont introduit une demande d'intervention psychosociale auprès des personnes de confiance et des conseillers en prévention spécialisés.

Procédures informelles

Information, accueil, conseil	67
Entretiens	58
Intervention auprès d'un tiers	17
Conciliation – médiation	17

Procédures formelles

Violence au travail	3
Harcèlement moral au travail	3
Total	165

Les **interventions informelles** ont pour but de rétablir un climat de travail serein en conseillant le membre du personnel concerné, en le recevant en entretiens pour l'accompagner dans la résolution de sa problématique, en intervenant auprès d'un tiers impliqué dans la problématique (collègue, chef) ou en organisant une conciliation.

En cas de **procédure formelle**, un rapport à l'employeur décrit les risques psychosociaux détectés dans la situation et propose des mesures de prévention et de protection pour résoudre la problématique soulevée par la demande et pour éviter qu'elle se répète.

Formations et sensibilisations pour la police intégrée

Dénomination	Nombre d'événements	Participants
Formation personnes de confiance	2	40
Recyclage personnes de confiance	2	30
Supervision personnes de confiance	7	105
Journée internationale de la santé et de la sécurité au travail	1	120
Sensibilisations aux risques psychosociaux	4	120
Sensibilisation <i>middle management</i>	1	20
Total	18	435

Climat de travail

Interventions du StressTeam liées à des incidents ou des problèmes psychosociaux

Police Fédérale	702
Police Locale	200
Total	902

Médical

Consultations

Curatives	14 865
Contrôle	4 553
Conseils	7 743
Soins	2 784
Vaccins grippe	2 810



1 286

dossiers médicaux de candidats traités dans le cadre du recrutement :

- 1 146 candidats reconnus aptes
- 15 candidats inaptes
- 125 dossiers laissés en suspens (en attente de traitement, d'intervention chirurgicale ou d'un complément d'information)

Statistiques en matière de personnel

Effectifs au 31 décembre 2017

	Hommes	Femmes	Total
Cadre opérationnel	7 470	1 492	8 963
Cadre administratif et logistique	1 288	1 703	2 990
Total	8 758	3 195	11 953

Répartition par grades et niveaux

		Hommes	Femmes	Total
Cadre opérationnel	commissaire divisionnaire	198	20	218
	commissaire	1 044	118	1 162
	inspecteur principal	2 283	346	2 629
	inspecteur	3 882	996	4 878
	agent	13	12	25
Cadre administratif et logistique	assistant de protection	50		50
	niveau A	253	406	659
Cadre administratif et logistique	niveau B	351	440	791
	niveau C	408	676	1 084
	niveau D	276	181	457
Total		8 758	3 195	11 953

Les chiffres de l'effectif réel sont le reflet, au 31 décembre 2017, de la banque de données du personnel (PRP2) de la Direction générale de la gestion des ressources et de l'information (DGR), exprimés en nombre de personnes.

En ce qui concerne les détachés internes (du Groupe réserve (GRG) vers les unités de la Police Fédérale), ils sont comptabilisés dans leur unité de détachement.

Les chiffres de l'effectif réel ne comprennent pas :

- les personnes prévues par financement alternatif (par ex.: les détachés auprès du Comité permanent P et du Comité permanent R);
- le personnel d'entretien;
- les aspirants externes en formation;
- les membres du Secrétariat social (SSGPI);
- les membres de l'Inspection générale (AIG) et de l'Organe de contrôle (COC);
- les membres du personnel détachés vers la Police Locale contre paiement (GPL39);
- les membres de l'HORECA;
- les membres des services externes : le Secrétariat administratif et technique (SAT) Justice, le SAT Intérieur, l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace (OCAM), les détachés auprès du SHAPE et le centre de crise;
- les membres de la GRG sans lieu de détachement connu au moment de l'extraction des données;
- les personnes ayant demandé la non-activité préalable à la pension (NAPAP).

Les chiffres comprennent les militaires qui travaillent sur base contractuelle à la Police Fédérale.

Les membres du personnel engagés dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, sont compris dans les chiffres.



Information & ICT

Centres d'information et de communication (CIC)

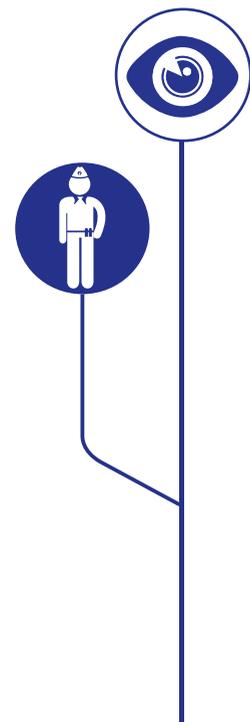
Appels d'urgence	Urgent	Autre	Total
Flandre occidentale	217 823	15 286	233 109
Flandre orientale	251 216	10 480	261 696
Anvers	323 432	94 839	418 271
Limbourg	141 062	17 833	158 895
Brabant flamand	173 944	18 385	192 329
Bruxelles	422 942	19 706	442 648
Brabant wallon	77 517	15 185	92 702
Hainaut	439 701	13 538	453 239
Namur	137 538	15 336	152 874
Liège	334 517	70 505	405 022
Luxembourg	65 564	20 302	85 866
Total	2 585 256	311 395	2 896 651



• **i-Police** est un projet stratégique dont l'objectif principal consiste à renouveler entièrement l'infrastructure IT de la police intégrée (infrastructure des serveurs, applications spécifiques à la police, etc.). Elle doit ainsi pouvoir répondre aux besoins les plus récents et surtout futurs.

• **La plateforme Focus** est développée pour satisfaire à la demande de pouvoir travailler de la manière la plus mobile possible sur le terrain. L'objectif de cette plateforme est de fournir aux utilisateurs finaux un accès à toutes les applications dont ils doivent se servir souvent, et surtout rapidement, dans un environnement digital intuitif.

• **Ces deux projets sont complémentaires** : alors qu'i-Police adaptera à terme l'environnement policier de l'information aux besoins de la technologie moderne, Focus offre à présent un environnement digital unique dans un contexte purement opérationnel aux utilisateurs finaux.



Toute personne travaillant dans le domaine de la sécurité fait l'objet d'un contrôle préalable. Ce screening est réglementé par la loi sur la classification et l'habilitation de sécurité. A la demande de l'autorité administrative, plusieurs sources sont consultées : la Banque de données nationale générale (BNG), le casier judiciaire, le programme de suivi des détentions (SIDIS), la banque de données Foreign Terrorist Fighters (FTF), etc. Les dossiers principaux concernent les avis de sécurité pour les aéroports, les Eurotops, les candidats militaires et les distinctions honorifiques.

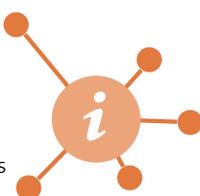
Screening

66 131
Dossiers



25 000

Le Kiosque d'information (KIK) est une interface grâce à laquelle les policiers, sur base d'une saisie unique de données d'identification, utilisent différents systèmes d'information nécessaires pour accomplir leurs tâches. Grâce à l'extension des accès au KIK pour les services de proximité et d'intervention, le nombre de pc's ayant accès au KIK a plus que doublé en un an : de 12 000 à 25 000.



Success Story



Outils innovants pour le *New Way of Working*

En concertation avec la Commission permanente de la Police Locale, la Police Fédérale a invité les zones de police en février 2017 à participer également au projet innovant Microsoft 365. Ce projet constitue un premier pas vers le travail mobile. Entre-temps, toutes les zones de police adhèrent à cette (r)évolution. Le NWOW ou le *New Way of Working* est un projet commun.

Un aperçu en chiffres (janvier 2018)

• **Yammer** est un outil en ligne permettant de poser des questions, de partager des fichiers et de mener des discussions sur un sujet spécifique.

- Plus de 18 000 membres de la police sont potentiellement actifs sur Yammer
- On dénombre 1 224 groupes, dont 270 groupes publics (ouverts à tous) et 954 groupes privés (demande d'adhésion)
- Messages lus : 8 448 436
- Messages publiés : 80 672
- Messages avec des likes : 69 575



• **Skype for Business** est un outil de communication.

- Sessions *peer-to-peer* : 36 762
- Réunions organisées : 1 330
- Réunions suivies : 2 603



• **OneDrive** est un espace de stockage dans le *cloud*.

- Espace occupé : 6,6 terabytes
- Nombre de fichiers : 1 721 307



Logistique

Masterplan Infrastructure



L'optimisation de la Police Fédérale, l'évolution des normes généralement applicables aux fonctions spécifiques de la Police Fédérale (laboratoires de police technique et scientifique, stands de tir, complexes cellulaires, planification de la continuité d'entreprise...) et les nouvelles méthode de travail requièrent une étude afin d'améliorer ou de maintenir à niveau l'infrastructure de la Police Fédérale. Le Masterplan Infrastructure a pour objectif de dresser un état des lieux de l'infrastructure de la Police Fédérale et de définir les démarches nécessaires pour garantir le développement de cette infrastructure. Le but est de garantir la mise en œuvre des caractéristiques spécifiques de la Police Fédérale dans un environnement approprié ainsi qu'un niveau de bien-être acceptable pour le personnel. Ce plan a été initié en 2015 et l'année 2017 a été l'année des validations.

Achats



• Armement : 862 979 € - Armes, munitions et pièces de rechange pour l'entretien



• Equipement de base et de fonction : 15 853 876 €

• Infrastructure : 9 503 461 € - Aménagements et entretien des locaux



• Véhicules : 22 056 738 € - Véhicules (roulant, volant, et naviguant), entretiens, pièces de rechange, location et frais divers associés

• Fournitures de bureau : 2 476 200 € - Mobilier, matériel et accessoires de bureau.

Finances



Total des crédits réguliers 2017 –
Aperçu des crédits d'engagement alloués
(avec gel) (2)
(sans provision anti-terro &
anti-radicalisation) (3)

Personnel	832 586 000 €
Fonctionnement	148 994 801 €
Investissement	41 670 481 €
Dotations (1)	870 639 000 €
Subventions (4)	50 456 000 €
Total	1 944 346 282 €

(1) Dotations : il s'agit de la contribution de l'autorité fédérale aux dépenses des zones de police et des communes. Ces crédits sont inscrits au budget de la Police Fédérale.

(2) En ce qui concerne les crédits votés par le Parlement (en ce compris les répartitions au cours de l'année de la provision interdépartementale, à l'exception de la provision interdépartementale dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et le radicalisme), le gouvernement s'est lui-même imposé une sous-consommation (appelé "gel"). Cette sous-consommation imposée s'élevait au total à 9 495 000 €.

(3) Des crédits supplémentaires ont été alloués à ces crédits par le biais d'une provision interdépartementale afin de couvrir les dépenses nécessaires pour les mesures prises, ainsi que pour les nouvelles initiatives dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et le radicalisme.

(4) Subventions : il s'agit de crédits inscrits au budget de la Police Fédérale, mais qui sont destinés au financement d'organismes ne faisant pas partie de cette dernière (Horeca, SSDGPI, Fédération sportive de la police belge et les écoles de police). En outre, il y a aussi les subventions allouées aux zones de police dans le cadre de la réglementation adaptée en matière de pension (NAPAP) et de la promotion sociale pour les agents de police.

Une organisation flexible et transparente

- La Direction de la sécurisation prend forme et suscite l'intérêt de nombreux candidats.
- Des centres d'information et d'expertise en matière d'approche administrative de la criminalité se mettent en place.
- La Police Fédérale rencontre un beau succès sur les médias sociaux.



La Direction de la sécurisation se met en place

La Direction de la sécurisation (DAB) de la Direction générale de la police administrative (DGA) a été rendue effective par la loi du 12 novembre 2017. L'objectif de la création de cette nouvelle direction est de dégager un maximum de capacité policière, tant au niveau local qu'au niveau fédéral, et de réinjecter les moyens dégagés dans les missions essentielles de la police qui requièrent une compétence policière générale.

Cette nouvelle direction, constituée de 1 600 équivalents temps plein, emploiera 1 354 agents et assistants de sécurisation, formés avec un nouveau grade et avec certaines compétences policières, ainsi que des membres du cadre opérationnel (245) en vue d'assurer :

- la sécurisation des sites nucléaires ;
- le transfèrement des détenus et la police des cours et tribunaux ;
- la sécurisation des infrastructures de l'aéroport de Bruxelles-National ;
- la sécurisation des institutions nationales, internationales et européennes ;
- la sécurisation des infrastructures critiques ;
- la sécurisation des infrastructures du SHAPE et de l'OTAN ;
- la sécurisation des palais royaux.

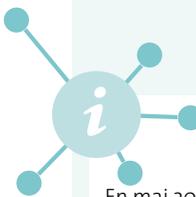


Elle sera également chargée de l'exécution de la sécurisation ponctuelle des opérations de police et, à titre subsidiaire, des escortes protocolaires.



Candidatures externes au 31 décembre 2017 :

NL: 1 188 FR: 2 758



Sécurité et protection des données à caractère personnel

En mai 2018, de nouvelles obligations légales européennes s'imposeront aux organisations publiques et aux entreprises. Il s'agit du Règlement *General Data Protection Regulation* (GDPR) sur la protection des données et de la Directive relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales (Directive 2016/680 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016).

Le service Sécurité de l'information et vie privée de la Police Fédérale (CG/ISPO) coordonne la mise en œuvre de ces nouvelles obligations légales européennes et l'intégration avec la sécurité de l'information. Un projet spécifique, validé par le Comité de direction de la Police Fédérale et le Comité de coordination de la police intégrée, est mis en œuvre. Ce projet comprend les aspects juridiques de mise en conformité des textes légaux et les mesures techniques et organisationnelles. La mise en place d'un registre des activités de traitement et la désignation des *Data Protection Officers* sont deux mesures concrètes déjà implémentées. L'inventaire des sous-traitants, l'étude de conformité des différents processus et systèmes d'information ainsi que les procédures pour répondre aux personnes concernées par les traitements sont autant d'autres exemples d'actions entreprises pour répondre à ces obligations légales. Un plan de communication et de formation englobant tous les acteurs permet de sensibiliser chaque membre de l'organisation et tous les responsables de l'importance de la protection des données à caractère personnel.

Approche administrative et intégrée de la criminalité : 2 centres d'information et d'expertise

Ces dernières années, on constate que la chaîne répressive est plus que saturée. Pour lutter de manière efficace et efficiente contre la criminalité organisée, l'approche pénale réactive classique est souvent enclenchée trop tardivement. L'approche administrative vise à voir comment les administrations locales peuvent être armées contre les tentatives d'implantation dans le tissu socio-économique local de personnes susceptibles d'être liées à des phénomènes de criminalité organisée.

L'approche administrative de la criminalité s'applique donc aux mesures à disposition des autorités administratives afin de lutter contre la criminalité organisée et protéger l'ordre public. En concertation avec les partenaires externes, deux Centres arrondissementaux d'information et d'expertise pour l'approche administrative (baptisés ARIEC) ont été mis en place au Limbourg et à Anvers. Ils ont démarré officiellement leurs activités le 1^{er} janvier 2018. Un troisième ARIEC est en préparation à Namur.



Mercuré : outil d'analyse de données téléphoniques

La solution *Mercuré*, acquise au travers d'un marché public lancé par la Direction générale de la police judiciaire (DGJ) au profit de l'ensemble de la police intégrée, a permis de consolider le fonctionnement de l'analyse en renforçant l'expertise analytique de tous les enquêteurs par le croisement quotidien de centaines de milliers de données.

Transparence

859 questions parlementaires traitées

dont +90% posées au Ministre de l'Intérieur
55% concernent le travail policier
45% l'organisation policière.

Les grands domaines concernés sont :

la police administrative (roulage, ordre public, frontières, gestion de crise...)	188
le personnel (bien-être, statut, déontologie, formation, capacité...)	166
la criminalité contre les biens (vols, fraude, cybercriminalité, drogue...)	146
la criminalité contre les personnes (mœurs, violence, terrorisme & radicalisme...)	138
les instruments de travail (véhicules, équipement individuel, infrastructure, informatique)	128
l'organisation (structure policière, lien local-fédéral, collaboration internationale,...)	93

Succès sur les médias sociaux

